

Le Brexit heureux n'aura pas lieu

ÉDITORIAL
VINCENT
GEORIS

Le risque d'un «no-deal» s'accroît

Dans 71 jours, le Royaume-Uni doit sortir de l'Union européenne. Le fera-t-il? Comment? Rien n'est certain. Tout se décidera à l'ultime seconde où la somme des efforts, des concessions et des stratégies tissant la trame de ces deux années de négociations fera basculer la réalité d'un côté. Cette ultime seconde se rapproche.

Sans accord entre les insulaires et l'Union, ce sera le chaos. Désunis, obnubilés par leurs intérêts individuels, les dirigeants britanniques ne parviennent pas à définir la manière dont leur pays va prendre le large. La seule chose sur laquelle ils convergent, c'est le rejet de l'accord négocié par Theresa May.

L'Union européenne ne veut pas du départ du Royaume-Uni, mais elle ne peut le presser ouvertement de rester sous peine de se substituer à la volonté du peuple britannique. Ce serait entrer dans le jeu des populistes comme Nigel Farage qui, eux, ne se privent pas d'éruer au nom du peuple.

Plus subtilement, l'Europe cherche à provoquer un nouveau référendum sur le Brexit en fermant toutes les issues, ce qu'elle a réussi

Le Brexit réussi n'existe que dans l'esprit des populistes qui ont manipulé l'opinion publique lors du référendum

jusqu'ici grâce à l'habileté de son négociateur, Michel Barnier. Ce dernier vient de démontrer en deux ans, avec pédagogie, qu'il est impossible de détricoter sans dégâts 40 ans de vie commune, dont le précieux accord de paix en Irlande.

à coups de fausses nouvelles.

Londres s'est enfermée elle-même dans cette impasse dont elle a fixé la date au 29 mars. On pourrait imaginer une prolongation mais elle ne peut dépasser le 30 juin, date d'entrée en fonction du nouveau Parlement européen, dont il est exclu que les Britanniques fassent partie.

Le Brexit réussi n'existe que dans l'esprit des populistes britanniques qui ont manipulé l'opinion publique lors du référendum, à coups de fausses nouvelles, abusant de la naïveté des gens et de cette propension à ne pas s'intéresser à l'Union européenne. Comme l'élection de Trump, le Brexit est l'incarnation du repli vers le mirage d'empires nationaux révolus, à grand renfort d'arguments simplistes assénés sur les réseaux sociaux. Hantés par la peur d'un monde globalisé, ils veulent croire que les États-Unis et le Royaume-Uni sont les paradis de l'ultralibéralisme où coulent le lait et le miel dont il faut empêcher l'entrée au voisin. Ce modèle est en lutte avec le capitalisme social européen, protecteur et concerté. Cette lutte sera l'enjeu des élections européennes.

L'eurodéputé belge Marc Tarabella pense que «le Brexit n'aura pas lieu». On aimerait le croire, tant le référendum, cette réponse du peuple à une question simple recouvrant une extrême complexité, a ses limites. Une chose, par contre, est certaine. Le Brexit heureux n'aura pas lieu.

L'UE presse le Royaume-Uni de se décider afin d'éviter le pire pour les Européens et les Britan-